



**POUR GAGNER L'ELECTION
 PRESIDENTIELLE EN 2007, IL FAUT
 UNE CANDIDATURE UNIQUE DU
 CAMP DU NON !**

Déclaration du 19 novembre 2006 sur les candidatures de la « gauche antilibérale »

Le résultat des « primaires à l'américaine » du Parti Socialiste, orchestré par les médias, a rendu son verdict prévisible, et c'est encore une fois le social-libéralisme et les partisans du « oui » à la constitution qui en sortent vainqueurs. Le programme du PS, dont la candidate désormais officielle est porteuse, s'inscrit ainsi dans tout ce que les électeurs du NON populaire à la constitution européenne ont rejeté massivement le 29 mai 2005.

La balle est à présent dans notre camp !

Les comités unitaires anti-libéraux, continuateurs de l'espoir né de cette victoire du NON le 29 mai, ont la responsabilité de proposer une alternative anti-libérale, celle du camp du peuple contre le camp de la bourgeoisie et de leurs agents de la gauche caviar patronale. Ils doivent faire de ces élections de 2007 le second tour du 29 mai 2005.

Les jours qui viennent sont décisifs : Ségolène Royal officiellement désignée, tous les regards se tournent à présent vers le camp anti-libéral. C'est le moment de montrer que l'alternative populaire anti-libérale peut se concrétiser enfin sur un(e) candidat(e) qui parle pour les intérêts de classe et les revendications réelles des travailleurs. C'est le moment de montrer que le seul vote réellement utile pour battre non seulement la droite, mais aussi la politique de droite, c'est le vote anti-libéral, c'est le vote en faveur du candidat(e) du camp du NON.

L'heure n'est plus aux hésitations : par la désignation d'une candidature unitaire (et unique) à l'élection présidentielle, les comités unitaires anti-libéraux doivent s'inscrire dans le choix d'un(e) **militant(e) engagé(e), rassembleur(euse), capable de cristalliser les espoirs populaires, capable de vaincre le sentiment d'impuissance** comme au moment de la campagne du référendum, capable de rassembler suffisamment de voix au

1^{er} tour pour devancer la candidate de la « gauche » social-libérale et faire mentir tous ces médias aux ordres qui voudraient nous faire croire que tout est déjà joué avant même le début de la campagne. Dans le contexte actuel, l'exigence prioritaire de prolonger la victoire du NON le 29 mai 2005 par une victoire possible, nécessaire du camp du NON à l'élection présidentielle est une occasion historique pour briser le bipartisme UMP/PS, droite/gauche. Seule une candidature unique du camp du NON peut



Chavez : Nouvelle victoire au Venezuela !

SOMMAIRE

- P3 – Victoire du camp anti-libéral aux législatives aux Pays-Bas : Les suites du NON néerlandais à l'Europe.
- P3 – Révolte des quartiers populaires : Un an après, un an pour rien ? Interview du groupe de Rap lillois « M.A.P »
- P4 – Redeker – Bleitrach ; la signification de deux « affaires »
- P5 – Aéroport de Roissy : Sarkozy inaugure la chasse aux musulmans...
- P6 – Victoire des blanchisseurs contre les patrons négriers : Modeluxe, un exemple à suivre !
- P6 – Les ouvriers du livre à Hellemmes : « Merci l'Europe ! »
- P7 – CSI : Un syndicalisme au service de l'Impérialisme...
- P8 – Sortie progressive des années contre-révolutionnaires 80/90 – Les travailleurs et les Peuples reprennent l'initiative !
- P10 – Fondation du CNU, Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste de France.
- P11 – Dissolution de l'Union des Jeunes Communistes Tchèques : Non à la chasse aux sorcières européenne !
- P12 – Elections en Amérique Latine : Il faut plusieurs Chavez contre Bush !
- P13 – Israël : Qui massacre qui ?
- P13 – Liberté pour la prisonnière politique Nathalie Ménigon !
- P14 – Grève dans l'industrie automobile

réaliser cet objectif indispensable et tout à fait envisageable.

Quels candidats possibles ?

Lorsque nous confrontons les candidats à la candidature au sein du front électoral anti-libéral en constitution, seuls deux prétendant(e)s se détachent : **Marie-Georges BUFFET** et **José BOVE**. La première est proposée par le PCF dont nous sommes historiquement issus : elle représente le parti qui a le plus porté, par sa représentativité, la campagne victorieuse du NON le 29 mai 2005 ; le second est un militant syndical dont l'aura gagnée sur le terrain des luttes dépasse nos frontières.

La première, au-delà du fait qu'elle est dirigeante d'un parti avec lequel nous avons des désaccords politiques et idéologiques, incarne dans ce débat du choix du candidat « l'esprit de parti » en tant que tel, auquel nous tenons absolument ; car il n'y a pas d'organisation durable de la lutte de la classe ouvrière sur le plan politique sans parti, il n'y a pas de prise du pouvoir d'Etat (donc de révolution sociale) sans parti.

La candidature du second, à l'inverse, par le fait même qu'il n'est pas porté par un parti, peut être perçue par certains comme conduisant à l'« effacement des partis » et à l'effacement du PCF en particulier.

Quels critères pour se déterminer ?

La Coordination Communiste 59/62, engagée dès le début dans le mouvement unitaire anti-libéral né contre le projet de constitution européenne et qui poursuit cet engagement aujourd'hui sur le front électoral, tient à donner sa position à l'occasion de ce choix du candidat(e).

Cette candidature doit être choisie, selon nous, à partir des critères suivants :

- ▶ Elle doit avoir une notoriété qui va au-delà des cercles de réflexion et des organisations impliqués dans la victoire du NON et justifier d'un engagement militant concret ;
- ▶ Elle doit être engagée dans le processus unitaire plutôt que de jouer son propre jeu ;
- ▶ Elle doit garantir que la campagne électorale unitaire laissera la place à l'expression des organisations politiques et associatives qui la composent ;
- ▶ Elle doit respecter le principe et la nécessité des partis et donc rejeter tout esprit ou pratique anti-parti ;
- ▶ Elle ne doit pas s'inscrire dans la logique de la bipolarisation UMP/PS qui empêche l'émergence de toute alternative anti-libérale ;
- ▶ Elle doit prolonger la victoire du NON comme fondement à la préservation des conquêtes du Front Populaire et du Conseil National de la Résistance, solides remparts contre le libéralisme ;
- ▶ Elle doit être l'expression électorale des luttes et de la solidarité entre les « sans usines » victimes des délo-

calisations, les « sans logis », les « sans emploi », les « sans papiers » et les « sans terres », etc. ;

▶ Elle doit porter l'exigence du vivre ensemble dans l'égalité des droits, notamment par l'option du droit de vote à toutes les élections pour l'immigration, l'abrogation des lois Pasqua/ Debré/ Chevènement/ Sarkozy et la régularisation de tous les sans papiers ;

▶ Elle doit être l'occasion de fédérer électoralement tous les anti-mondialistes, tous les anti-libéraux, toutes les victimes des désastres sociaux, économiques, culturels et politiques du capitalisme et de l'Europe impérialiste ;

▶ Elle doit exprimer la solidarité internationaliste avec les peuples et les Etats qui résistent à l'agression barbare de l'impérialisme à l'instar de la Palestine, de

Cuba, du Venezuela, de la Bolivie,...etc. ;

▶ Elle doit traduire nos mobilisations contre les guerres d'agression impérialiste, la re-colonisation et contre le « choc des civilisations, des religions » prétextes à l'hégémonisme et aux impérialismes prédateurs ;

▶ Elle doit poser le débat d'une aspiration populaire à une alternative sociale, politique, économique et culturelle au capitalisme et aux politiques libérales ;

▶ Elle doit permettre de réduire l'abstention au maximum parce qu'elle est opposée et offre une perspective différente à l'alternance droite/ « gauche » à laquelle de moins en moins d'électeurs croient.

Réussir le rassemblement pour gagner : le choix de José Bové

La Coordination Communiste 59/62 pense que le candidat qui répond le mieux à ces critères et qui permet le rassemblement **le plus large** – de toutes les forces militantes du camp du NON – c'est **José BOVE**. Nous invitons en particulier les militants du PCF à le reconnaître lucidement.

Malgré les réserves existantes concernant José Bové, nous pensons que nous devons nous déterminer en

fonction de notre objectif fondamental du moment: Réussir, à l'image du rassemblement large et populaire qui a permis la victoire du NON, le rassemblement pour gagner et briser la bipolarisation UMP/PS, nouvelle arme au service des intérêts du capital. Nous le faisons en ayant en tête cette maxime fondamentale de Karl Marx : **« tout pas en avant vaut mieux que 10 programmes »**.

Leur Bové et le nôtre...

Nombre de militants de la LCR qui rejettent la candidature de division de Besancenot soutiennent Bové, mais simplement souvent par « anti-PCF ». Outre que cela renforce les militants du PCF dans leur soutien à MG Buffet, ces soi-disant « défenseurs » de Bové restent de plus dans la logique de la candidature de « témoignage » (niant en pratique l'importance stratégique pour la lutte de classe de la victoire du 29 mai) et sont profondément **défaitistes** sur la capacité de victoire portée par cette candidature, se contentant



SARKOLÈNE & SEGOZY
la virtuelle USdemocracy !



Après l'annonce du retrait "provisoire" de José Bové le 24 novembre, nous avons continué à diffuser largement cette déclaration, l'estimant toujours d'actualité tant qu'aucun candidat n'était désigné. A la date de composition de ce journal, il n'y avait toujours pas eu d'accord unitaire. Pour connaître notre position après la désignation ou s'il n'y a pas eu d'accord unitaire, voir notre site Internet...

d'espérer un « bon score ». Ils rejoignent en cela le PCF qui, lui aussi, conçoit la candidature Buffet surtout comme un moyen de pression dans le cadre de négociations futures ou en cours avec le PS.

Dans tous les cas : Tout candidat du camp du NON anti-libéral est notre candidat !

La désignation du candidat aux présidentielles devrait être dépassionnée si l'on garde bien en tête que **quel que soit le/la candidat(e) retenu(e), il/elle sera notre candidat(e)**. A condition bien sûr qu'il s'agisse bien d'une **candidature UNIQUE**, et non pas d'une **candidature de division**, quand bien même elle s'affublerait d'une étiquette « unitaire » ou « anti-libérale ».

Aux militants du PCF en particulier, qui mettent en avant la question de « l'importance du PCF dans le mouvement » au lieu de regarder la question de la candidature la plus efficace au rassemblement, nous disons : au-delà des présidentielles va se poser la question de la bataille électorale des législatives, qu'il faudra préparer, là aussi, dans l'unité ; sur le plan des candidatures à ces élections-là, il est évident pour tout le monde que la force politique principale – non exclusive mais principale - sera le PCF.

L'essentiel étant toujours, tant dans l'élection présidentielle que dans les élections législatives, que le camp du NON, par des candidatures unitaires, soit présent pour frayer la voie à une véritable alternative anti-libérale, puis anti-capitaliste.

La Coordination Communiste, en tant qu'organisation révolutionnaire, mettra toutes ses forces pour fortifier le mouvement des masses et le faire progresser dans cette voie.

Nous appelons toutes les forces qui ont su - pour contribuer à la victoire historique du NON – soit marcher ensemble pour certaines d'entre elles, soit marcher séparément pour d'autres mais en frappant ensemble, à **mesurer l'ampleur de l'enjeu et tout le sens de la responsabilité qu'impose la situation**. Unissons toutes les forces militantes, puis électorales du camp du NON pour battre l'union libérale du camp du OUI UMP/PS.

REVOLTE DES QUARTIERS POPULAIRES DE NOVEMBRE 2005 :

UN AN APRES, UN AN POUR RIEN ?

Il y a un an déjà, 400 quartiers populaires de notre pays s'enflammaient pendant 21 jours et révélaient ce que nous cachent les médias : l'ampleur d'une paupérisation absolue d'une partie des milieux populaires. Les discours sur la croissance revenue, sur la baisse du chômage, sur les « effets positifs » des réformes libérales, etc., étaient démasqués par cette colère des jeunes signifiant un ras-le-bol généralisé. Ces quartiers se caractérisent par des taux de chômage s'étalant entre 20 et 30 %, allant jusqu'à 40 % pour les jeunes de 16 à 25 ans et culminant à une fourchette de 40 à 50 % pour la partie de ces jeunes issus de l'immigration. On peut ne pas partager les formes prises par la révolte des jeunes de ces quartiers (on ne change pas une société en brûlant des voitures) mais les véritables responsables sont ceux qui ont le culte du profit, ceux qui nous plongent dans la misère, ceux qui instaurent un

Victoire de la gauche anti-libérale aux législatives aux Pays-Bas :

Les suites du NON néerlandais à l'Europe

Une information a été assez peu relayée, et même carrément boycottée, par les grands médias: la percée aux législatives néerlandaises le 22 novembre 2006 d'un petit parti de gauche (à gauche de la social-démocratie), qui avait été l'un des artisans essentiels du NON néerlandais en 2005 et qui passe de **6,3% et 9 sièges** en janvier 2003 à **16,6% et 25 sièges**. Il s'agit du SP ("Parti socialiste"), parti né au début des années 70 comme parti maoïste, qui a considérablement évolué depuis (abandonnant toute référence au "marxisme-léninisme" en 1991), mais qui n'en demeure pas moins un parti contestant le capitalisme, et est depuis plusieurs années, la principale force à gauche du "Parti travailliste" social-démocrate, ayant dépassé depuis 2002/2003 la "Gauche verte" (qui baisse encore à 4,6% dans ces élections).

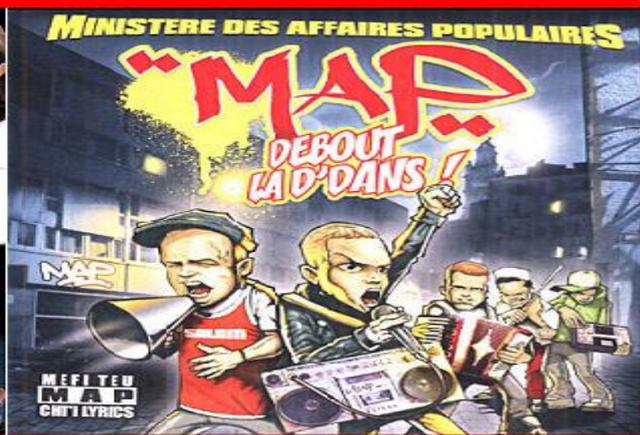
En obtenant 16,6% (soit plus de 10 points de plus !), le SP devient la 3^{ème} force politique aux Pays-Bas. Dans un paysage politique qui évolue assez peu d'une élection à l'autre, il s'agit d'un véritable tremblement de terre, montrant clairement le potentiel électoral du camp du NON populaire. Parallèlement le PvdA (Parti travailliste social-libéral) passe lui de 27,3% à 21,2%.

Des journaux (cf. *Le Monde*) ont titré sur la montée en parallèle d'un "parti anti-étranger". Ce n'est qu'une tactique pour minorer la victoire essentielle des anti-libéraux et continuer à propager la thèse du "NON xénophobe" en se focalisant sur une soi-disant montée de l'extrême droite. En réalité, le PvdV ("Parti de la Liberté") qui apparaît en faisant 5,9% et 9 sièges prend en fait la succession de la Liste Pim Fortuyn, le tribun populiste assassiné, qui lors des dernières élections avait fait 5,7% et 8 sièges. Il n'y a donc pas "percée" de ce côté-là, mais continuité. Sans compter que ce "Parti de la Liberté" mord sur les terres du parti de droite VVD ("Parti populaire pour la liberté et la démocratie"), qui tombe de 17,9% à 14,7%... et sans compter qu'avant ce mauvais score de janvier 2003 la liste Pim Fortuyn avait obtenu jusqu'à 26 sièges en 2002 ! Il n'y a donc pas eu de remontée de l'extrême droite, contrairement à ce qu'affirme les médias et la seule évolution significative est ce résultat complètement nouveau à gauche du SP qui fait une percée avec 16,6% et se trouve à 5 points seulement du parti traditionnel social-démocrate. C'est la traduction concrète du « NEI » néerlandais de 2005. Qui montre qu'il s'agissait bien d'un NON social, d'un NON populaire avec un contenu de classe.

A faire réfléchir ici en France tous ceux qui ont intérêt à combattre l'unité du camp du Non populaire et sa traduction sur le terrain électoral ! A faire réfléchir tous ceux - dont nous sommes - qui pensons que parmi les candidats à la candidature au sein du camp anti-libéral en France - seul José Bové a le potentiel électoral de faire une telle percée.

En 2005, le NON français avait donné l'impulsion au NEI néerlandais. C'est conscients de cela que la bourgeoisie et les médias à sa solde font tout pour que cette percée de la gauche anti-libérale néerlandaise soit camouflée et n'inspire pas la gauche anti-libérale française.

MAP - Ministère des Affaires Populaires



marché segmenté du travail en divisant par discriminations racistes, ceux qui instaurent des sous-contrats de travail pour les jeunes, etc. Un an après, tous les ingrédients de la révolte sont toujours là : A nous tous de lui donner collectivement un canal d'expression politique. Dans la plupart des quartiers qui ont explosé en novembre les habitants des milieux populaires débattent et recherchent une perspective. Dans les propos d'un certain nombre de groupes de RAP, les paroles et analyses se font de plus en plus précises. Écoutons un de ces groupes parmi les plus populaires de France :

Chantiers : *Il y a un an la révolte des quartiers populaires secouait la France. Un an après qu'est-ce que cela évoque pour toi ?*

Saïd du Ministère des Affaires Populaires : Le MAP parle de cette révolte parce qu'on a toujours été impliqué dans ce qui se passe dans les quartiers populaires. On en vient, de ces quartiers, c'est notre terreau. Ce n'est pas un effet de mode, nous en parlions avant cette révolte et nous en parlons après. Nous sommes nous-mêmes le reflet de ces quartiers populaires. Cela fait des années que nous criions à l'urgence, que nous dénonçons la situation scandaleuse. La révolte ne nous surprend pas, elle était prévisible. La situation des milieux populaires se dégrade dans ces quartiers depuis plus de vingt ans et celle des jeunes issus de l'immigration est devenue insupportable. Nous payons les conséquences des choix économiques et politiques des gouvernements successifs.

Chantiers : *Dans une de vos chansons vous dites « on*

veut des militants pas des militaires » ?

S : Pour nous, un artiste est une personne engagée. Nous rêvons d'un monde où tous seraient dans l'égalité. Notre valeur centrale c'est l'égalité. Pour cela il faut s'engager pour changer le monde. Nous le faisons avec notre musique et nos paroles. Chacun doit le faire avec ses moyens. Quand aux militaires, vraiment nous n'en voulons pas. On a un gros problème avec des gens comme Ségolène Royal qui nous propose des militaires dans nos quartiers pour des raisons inventées d'insécurité. En fait ils veulent nous mettre tous au pas. Je vais vous raconter une anecdote. J'étais hier à la gare de Lille et une femme Belge me pose la question : « pourquoi y a-t-il autant de militaires, cela fait peur ». Je lui réponds que c'est Vigipirate. Et elle me dit « moi ça me fait peur, on dirait la guerre! »

Chantiers : *Comment expliquer votre succès auprès des jeunes de milieux populaires ?*

S : Sur le plan musical notre musique exprime les quartiers populaires, elle est le reflet de la vie réelle dans ces quartiers. La rencontre entre accordéon et violon exprime la rencontre entre toutes les composantes du peuple de ce pays dans nos quartiers. Je pense que les textes aussi expriment notre projet d'égalité. Franchement des millions de personnes aspirent aujourd'hui à ce projet d'égalité. Notre succès actuel est la rencontre entre la même aspiration à l'égalité exprimée par la musique d'une part et par les différentes formes de révolte d'autre part.

REDEKER, BLEITRACH : LA SIGNIFICATION DE DEUX « AFFAIRES »

Deux « affaires » portant sur la défense de la liberté d'expression ont marqué l'actualité ces derniers mois. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elles n'ont pas été traitées de la même manière par les médias au service de la bourgeoisie. Rappelons les faits :

- Monsieur Redeker écrit un article dans le FIGARO constituant un véritable appel à la haine raciale : « Mahomet est un chef de guerre impitoyable, pillard, massacreur de juifs et polygame » et le Coran est un « livre d'inouïe violence ». Aussitôt une véritable hystérie médiatique se met en place sous prétexte qu'il aurait reçu des menaces



connues de lui seul¹. Il est mis sous protection de la police, fait la Une des journaux, des meetings sont organisés, des pétitions de soutien sont lancées pour soutenir la « liberté d'expression » à droite comme à « gauche », la Une de Marianne titre « Un homme est menacé » etc.

- Madame Bleitrach, sociologue progressiste est menacée de mort sur Internet pour ses prises de positions courageuses contre la pensée unique que les classes dominantes veulent nous imposer. Ici pas d'affirmation d'une éventuelle menace, mais des faits : lettres de dénonciations, distribution de tracts par des groupes néonazis, agression par le groupe sioniste du BETAR², etc. Citons juste un de ces appels au lynchage sans ambiguïté : « Il faut en finir avec Danielle Bleitrach. La liquidation de cette nuisance s'impose dans les plus brefs délais ». La réaction officielle est tout autre : silence médiatique, pas de pétitions, pas de protection de la police, aucune Une de Marianne titrant « Une femme est menacée », etc.

Ce « deux poids deux mesures » dans le traitement de l'information nous éclaire sur la double offensive idéologique mise en œuvre par l'impérialisme partout sur la planète : la criminalisation de toute opinion progressiste en général et des idées communistes en particulier d'une part ; la création d'une fausse menace qui serait « l'Islam » et qui mettrait en danger la démocratie, la liberté d'opinion, la laïcité, etc. d'autre part. La tentation du macarthysme est bien de retour dans les stratégies de la bourgeoisie car ce que vit notre camarade Danielle Bleitrach n'est pas isolée. L'historienne Annie Lacroix-Riz est aussi l'objet d'attaques odieuses par des groupes d'extrême droite pour ses prises de position courageuses sur l'Ukraine. Egalement visée, une élue communiste de Lyon se voit retirer ses mandats par le maire pour avoir participé à une manifestation de soutien au peuple palestinien, etc.

La Coordination Communiste sera partie prenante de toutes les mobilisations pour s'opposer à ces tentatives de nourrir la « bête immonde ». Les travailleurs ont besoin de millions de Danielle Bleitrach. La Coordination Communiste s'opposera à toute tentative d'isoler les musulmans de notre pays ; ils font partie de notre peuple, ont les mêmes ennemis que l'ensemble du peuple. Les travailleurs ont besoin de s'unir à partir de leurs intérêts et non à partir de critères ethniques ou religieux.

¹ Suite à un mail anonyme reçu par Robert Redeker, et pendant que « l'affaire » prend de l'ampleur, un dignitaire islamiste prend la parole sur la chaîne *Al Djazeera* : il invite la communauté musulmane à manifester contre l'islamophobie du « philosophe » en multipliant les appels au calme. Sans prendre la peine de traduire le discours, fait en arabe, la presse française d'une seule voix titre « Fatwa contre Robert Redeker »...

² « L'antisémitisme » de Danielle Bleitrach, ex-PCF et qui du reste est d'origine juive, consistait à soutenir de nombreux militants progressistes israéliens qui revendiquent aujourd'hui le droit au retour de la diaspora palestinienne, dans le contexte de l'actuelle « immigration choisie » israélienne, et remettent en cause la légitimité à terme de deux Etats séparés Israël dominant / Palestine dominée. L'article de Danielle Bleitrach s'intitulait : « Pour en finir avec le sionisme et l'Etat d'Israël ».

Aéroport de Roissy Automne 2006:

Sarkozy inaugure l'ouverture de la chasse aux musulmans...

Le «Grand» Inquisiteur de la place Beauvau, accompagné de l'inquisiteur local de Seine-Saint-Denis, et de ses hommes de main de l'UCLAT (Unité de Coordination de Lutte Antiterroriste) vient de s'afficher sur la place présidentielle avec un beau tableau de chasse : 72 musulmans débagués, euh non, débadgés, passés au grill d'un questionnaire sur leurs pratiques religieuses. On (ils ont tenu à garder l'anonymat) nous a donné en exclusivité, un aperçu des questions posées et des extraits du compte-rendu de l'interrogatoire effectué.

HUMOUR SARKOSTIQUE

Êtes vous pratiquant? Votre femme ? Vos enfants ?

Notez: il avoue être pratiquant, lui, et toute sa smala, euh non, toute sa famille, ses parents, ses grands-parents, ses beaux-parents, ses oncles, tantes, cousins, cousines, etc., etc... Une filière ?

Combien de fois par jour priez-vous ?

Notez: il a dit prier 5 fois par jour en direction de la Mecque. La Mecque ? Peut-être en profite-t-il pour envoyer des signaux ?

Allez-vous à la synagogue, euh non, (mauvaise habitude, barrez, barrez, on va encore se faire traiter d'antisémite) à la mosquée le vendredi ? Quelle mosquée ?

Notez: il dit se rendre à la mosquée le vendredi, sur son lieu de travail, celle qui se trouve dans la cave dont l'entrée se trouve sous l'escalier de service. Des tapis y sont entreposés. Des tapis ? Volants ? Vont-ils attaquer des gratte-ciel sur des tapis volants ? Il dit aussi enlever ses chaussures quand il entre dans ce gourbi, euh, cette mosquée. Enlever ses chaussures, serait-ce là un entraînement clandestin pour faire sauter un avion ?

Mangez-vous Halal ?

Notez: il dit manger Halal et se fournir toujours chez le même boucher par sécurité. Sécurité ? Notez l'adresse de ce boucher, nous tenons là un début d'élément de preuve sur l'existence d'une filière Halal (probablement un nom de code !)

Jeûnez-vous pendant le mois de Ramadan ?

Notez: il dit jeûner pendant le mois de Ramadan. Jeûner? Ne serait-ce pas là une nouvelle technique terroriste d'exercice d'endurance pour commettre des attentats dans l'espace ?

Êtes-vous allé au Pakistan dans une madrasa ?

Notez: il s'est rendu deux fois au Pakistan en vacances au Club Madrasa. Club Madrasa ? La CIA, ici présente, (rayez, rayez, c'est TOP secret), vient de nous confirmer qu'il s'agit bien d'un camp d'entraînement d'al Qaeda au Pakistan.

Êtes-vous allé à la Mecque ?

Notez: il est allé une fois à la Mecque, a été hébergé par des Wahhabites. La preuve qu'il appartient au réseau d'al Qaeda, il s'est rendu directement chez lui.

Êtes-vous circoncis ? Prouvez le !

Notez: porte sur lui, directement à même le corps un signe ostentatoire. Un signe ostentatoire? Ne serait-ce pas là plutôt un signe de ralliement à al Qaeda?

Quoi ? Notez: dit que les juifs aussi sont circoncis. Même signe de ralliement ? Hum ! Hum ! N'y aurait-il pas un lien entre al Qaeda et le Mossad ? Bonne prise ! La filière du 11 septembre !

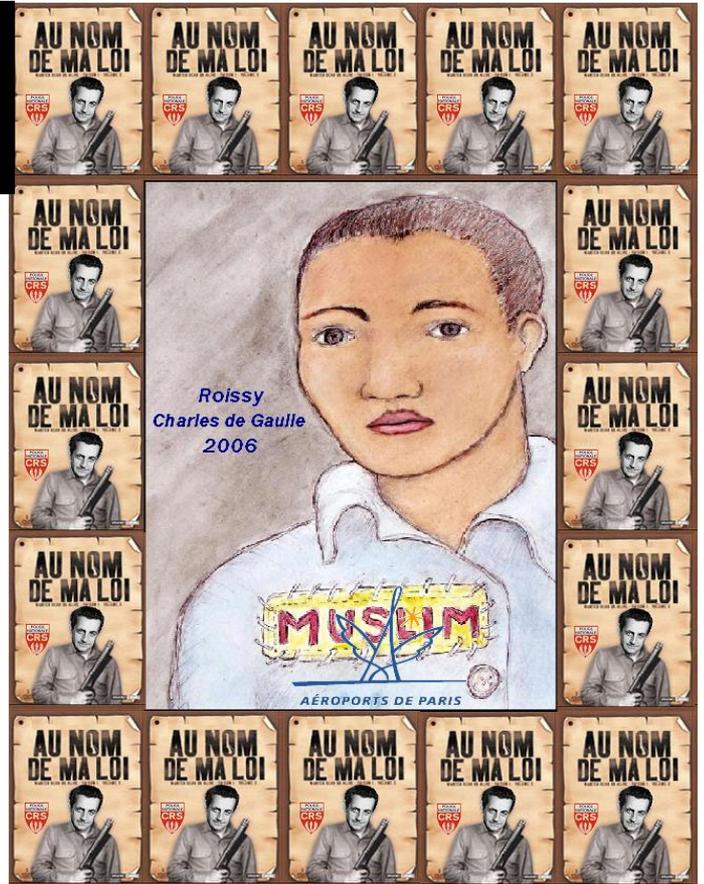
VICTOIRE DES BLANCHISSEURS CONTRE LES PATRONS NEGRIERS MODELUXE (Chilly Mazarin – Essonne) : UN EXEMPLE A SUIVRE !

Les ouvriers «sans papiers» de la blanchisserie industrielle Modeluxe de Chilly-Mazarin ont créé la surprise dans le monde syndical aseptisé en déclenchant la grève. Une grève totale, ni pour les salaires pourtant très bas, ni pour les conditions de travail, pourtant très dures, mais pour leur régularisation et celle de leurs collègues et camarades de travail sans papiers.

Ce sont des dizaines de travailleurs étrangers en situation dite «irrégulière», qui travaillent depuis des années dans cette blanchisserie et qui se battent pour obtenir un titre de séjour afin de pouvoir continuer d'y travailler avec leur dignité de travailleurs.

Tels les «recruteurs du Maghreb» des années 60, la direction de la blanchisserie Modeluxe agit et se remplit les poches depuis des années par l'embauche d'ouvriers «sans papiers», exploitables et corvéables à souhait. Depuis la fin de l'année 2004, mise sous pression par le groupe anglais Sunlight, propriété d'un fond de pensions, la direction cherche à se débarrasser de ces «indésirables et gênants travailleurs» avant de déclencher l'acte final d'une restructuration ravageuse. Elle a pu compter sur un complice de taille, la police nationale, qui a effectué des contrôles de rue à l'embauche et à la débauche sans jamais rentrer dans l'usine depuis cette date. Toutefois on peut s'interroger sur l'inquiétant silence de l'Inspection du Travail dans cette histoire.

Les syndiqués CGT de l'entreprise, l'Union locale CGT de Massy, ont réussi à faire échouer l'opération «barbouze». La direction du groupe Sunlight a été dans l'obligation



d'adresser une lettre à la Préfecture pour signifier qu'elle poursuivait en CDI chaque contrat de travail de ses ouvriers «sans papiers» si la Préfecture leur attribuait un titre de séjour... Comme ose le dire sciemment N.Sarkozy «l'être humain n'est pas une marchandise comme les autres».

à suivre...

Les ouvriers du livre à Hellemmes : « Merci l'Europe ! »

Chantiers : Comment votre lutte a-t-elle commencé ?

Jean Verschuere, délégué CGT de l'entreprise Québécor: Depuis la fermeture de l'unité de Strasbourg cette année – 160 salariés – on nous avait fait croire à une baisse de production à hauteur de 25% sur notre site, avec un plan social minime. Le 12 octobre dernier, le PDG nous annonce finalement la fermeture définitive pour juin 2007. Ca représente 230 CDI licenciés plus une quarantaine de personnels intérimaires... 229, depuis le suicide d'un camarade, quelques jours après le 12 octobre. L'annonce a certainement participé à son geste.

Chantiers : Le 9 novembre, à la venue du patron du groupe Québécor-France dans votre usine, vous l'avez mis en « garde à vue républicaine » jusque tard dans la nuit. Qu'avez vous obtenu ?

J.V : le PDG annonçait ne pas avoir de mandat de la part de la direction au Québec pour se pencher sur le problème d'un éventuel repreneur, il venait nous «ré-expliquer» ce qu'on n'avait selon lui pas compris : que le site



fermait. C'était de la provoc! Au cours de cette nuit, la direction québécoise, mise sous pression, a fini par le mandater pour étudier les possibilités d'une reprise de l'usine. Bien sûr, on doute de leur réel souci de le faire : il faut maintenir la pression. Ce qu'on veut, c'est un repreneur sérieux et pérenne. L'outil industriel est fiable, on a un potentiel clients, et on a les hommes: des super professionnels réputés dans toute l'Europe. C'est un gâchis inacceptable. On veut aussi gagner du temps : Aujourd'hui, avec la loi Fillon, en 60 jours un plan social est cuit. Avant, un plan pouvait durer un ou deux ans. On a pu signer

un accord de méthode pour rallonger les délais ; à cause de leur volte-face d'une part (le plan social change de nature s'il y a reprise ou non), à cause d'un manque d'éléments dans le dossier examiné par notre expert-comptable d'autre part: à quoi sert vraiment la fermeture de notre usine ?

Chantiers : Pendant qu'il ferme Hellemmes, Québecor ouvre une unité sur Charleroi : 70 salariés et des machines plus performantes. Que pensez-vous de cette stratégie ?

J.V : C'est tout simplement une délocalisation, vers la Belgique ! Ils ont constitué depuis quelques mois une cellule commerciale franco-belge qui n'a qu'un seul objectif : inciter les clients des trois groupes Québecor français restant à aller imprimer à Charleroi. Donc il n'y a pas que le problème lillois, c'est un problème franco-français ! Que font les pouvoirs publics ?

C'est au niveau français qu'on porte nos revendications. L'Etat Wallon et l'Europe aident le groupe de Charleroi à hauteur de 15 à 20% sur un chantier de 100 millions d'euros, nous on n'a plus d'aides ici ! C'est un dumping. Le contribuable français finance l'Europe ! Si c'est pour se faire concurrencer, ensuite ! On a travaillé, créé de la richesse : ils nous piquent 15 millions de dividendes, et aujourd'hui, ils nous disent tranquillement au revoir !

Notre situation, d'autres la connaissent depuis longtemps, et c'est pas fini. Dans les six derniers mois, 1000 emplois industriels dans la métropole lilloise ont été détruits, sans compter les emplois induits. C'est énorme ! Maintenant on dit stop, c'est pas possible. C'est pas comme ça qu'on crée des richesses. Essayons de rassembler au moins ceux qui sont en lutte. Avec Trois Suisses, Orange, Auchan, La Redoute, SNCF, Decoster, en tout une quinzaine de grosses entreprises, on a prévu une première action, sous l'égide de l'UD CGT : Une manif devant le MEDEF à Lille, le 28 novembre, et d'autres actions suivront.

C'est à l'échelle mondiale qu'il faut voir le problème. Pour les patrons, ou on a une croissance interne en investissant sur les machines, ou on a une croissance externe. Eux ils ont choisi une croissance externe : on rachète, on rachète. Mais quand on fait ça, on investit pas dans l'outil de production. Ils ont pris du retard sur les investissements par rapport à d'autres concurrents. Le fait de prendre du retard, et d'avoir une multitude d'entreprises qui ne sont plus aussi performantes qu'avant, fait qu'aujourd'hui on « rationalise » l'outil de production, notamment par cette création de nouveaux outils industriels à Charleroi...qui permet de fermer notre usine et de détruire nos emplois. Quid des travailleurs ?

Confédération Syndicale Internationale : Un syndicalisme au service de l'Impérialisme

Une nouvelle Confédération Syndicale Internationale (CSI) a vu le jour début novembre à Vienne (Autriche). La CSI est le fruit de la fusion entre la Confédération Internationale des Syndicats Libres (fondée en 1947 en pleine guerre froide par la CIA) et la Confédération Mondiale du Travail (CMT confédération historique du syndicalisme chrétien). La CGT, non affiliée depuis son retrait de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) était partie prenante de cet accouchement.

Cela a été présenté aux syndicalistes comme une bonne nouvelle. Mais à y regarder de plus près et à lire le projet de résolution programmatique et les statuts de cette nouvelle confédération, des questions se posent qui viennent assombrir le beau tableau de cette idylle viennoise.

Que représente cette nouvelle confédération ? Quels en sont les enjeux ? Etait-elle nécessaire pour le mouvement syndical et le mouvement international des travailleurs ?

La CSI -qui a laissé sur le bord de ce processus d'unification la FSM- est le reflet du rapport de forces actuel entre syndicalisme de lutte de classes et syndicalisme d'adaptation au capitalisme. C'est ce que démontre la lecture du projet de résolution programmatique qui, à aucun moment, ne parle de construction d'un rapport de forces, de grèves, de modalités d'action efficaces et propres aux travailleurs. Au contraire tout le texte est tourné vers la négociation et la lutte pour la « *gouvernance démocratique de l'économie globalisée* » (sic !) c'est à dire la régulation par cogestion d'une mondialisation capitaliste acceptée, intégrée et présentée comme indépassable.

En ce sens, la CSI se présente comme une continuité de la guerre froide, de la guerre contre les idées

révolutionnaires, de la guerre contre l'émancipation des travailleurs. L'analyse des termes et des expressions employés, empreints de morale judéo-chrétienne, fait apparaître la CSI comme une organisation internationale, chargée de diffuser l'idéologie capitaliste parmi les travailleurs. Comme le démontre, par exemple, le terme de « *travail décent* », qui cache le débat sur les « *clauses sociales* » que les multinationales occidentales, soutenues par leurs états, cherchent à imposer aux pays du Sud, favorisant ainsi le protectionnisme économique des grandes puissances impérialistes.

La CSI est le reflet du rapport de forces actuel entre les pays sièges des multinationales et les pays exploités par les multinationales. Elle est le reflet du rapport de forces entre le centre et la périphérie. C'est ce que démontrent les statuts qui, par exemple, accordent une place privilégiée au TUAC (les syndicats de l'OCDE c'est à dire des 29 pays les plus riches) affirmant ainsi la sur-représentation des pays du Nord. C'est ce que démontre aussi le choix des langues officielles (anglais, français, allemand, espagnol) qui raie d'un trait de plume silencieux l'arabe, le chinois et le russe pour ne citer que ces trois langues. La CSI est une organisation orientée vers la défense des intérêts de l'Occident par la marginalisation de certaines sphères qui, demain, vont remettre en cause le rapport de forces.

En ce sens, elle est une organisation visant à affaiblir la FSM et le syndicalisme international de lutte de classes, visant à affaiblir en les isolant les pays socialistes tel Cuba ou simplement en lutte contre l'impérialisme nord-américain comme le Venezuela.

La création de la CSI correspond à la nécessité pour les forces de l'impérialisme de diviser les travailleurs du

broyées par la machine infernale prédatrice de l'offensive impérialiste qui agresse tous les acquis sociaux, démocratiques, nationaux, culturels arrachés dans la période précédente par le prolétariat, les peuples, le mouvement communiste et révolutionnaire international.

Dans la période d'avant « *la chute du mur de Berlin* » en 1989, l'existence de l'URSS, du camp socialiste a contribué, dépendamment du niveau d'organisation des luttes nationales, aux victoires révolutionnaires directes en 1949 avec la révolution nationale démocratique populaire en Chine, en 1953 en Corée du Nord, en 1959 à Cuba, en 1946-75 au Vietnam, etc. Elle a permis l'avènement des régimes de Démocratie Populaire dans les pays d'Europe de l'Est entre 1945 et 1947, conséquence de la victoire de l'URSS et des peuples contre le nazisme et le fascisme mondial. Ces victoires sont proportionnellement inverses à l'aide des impérialistes US et anglais au maintien du capitalisme dans les pays d'Europe de l'Ouest, y compris sur le plan électoral, au contraire du mensonge anti-communiste propagé par les impérialistes sur les prétendues « *fraudes électorales des communistes* » lors des élections issues des accords de Yalta.

Dans le contexte international actuel de contre-révolution bourgeoise impérialiste, les résistances nationales, démocratiques, anti-impérialistes, malgré le rapport des forces encore favorable aux impérialistes et leurs alliés bourgeois nationaux

compradores, se manifestent dans certaines victoires électorales, notamment en Amérique Latine. Les luttes sociales, nationales et démocratiques débouchent par-ci par-là sur des victoires électorales mettant au pouvoir, à l'instar de Salvador Allende au Chili dans les années 70, des révolutionnaires, des patriotes démocrates anti-impérialistes. Cette évolution correspond à une nouvelle étape, succédant à la période de défaite, marquée par la montée en puissance progressive des résistances sociales, populaires et nationales.

C'est ainsi qu'il faut comprendre les victoires électorales des peuples français et néerlandais lors des référendums sur la Constitution Européenne et la récente percée électorale du camp du NON aux Pays-Bas pour les législatives récentes. C'est aussi cela qu'expriment les victoires électorales de Lula au Brésil, de Chavez au Venezuela, d'Evo Morales en Bolivie, d'Ortega au Nicaragua, de Correa en Équateur, etc., et la contestation électorale de millions d'électeurs Mexicains en faveur d'Obrador au Mexique contre la fraude du candidat pro-US. C'est ainsi que les fraudes électorales, les conséquences du Tsunami et la contestation qui s'en est suivie ont débouché au Népal et au Sri Lanka sur la lutte armée actuelle contre les monarchies pro-impérialistes. En Afrique, cela s'est traduit par les victoires électorales de Mugabe au Zimbabwe, par l'alternance au Sénégal, la résistance de Gbagbo en Côte d'Ivoire, etc. Tous ces

exemples non exhaustifs manifestent à des degrés différents les résistances des peuples à la re-mondialisation, à la re-colonisation capitaliste.

Ces victoires électorales sont le contre-pied de l'utilisation par l'EU et les USA des élections pour prendre le contrôle de pays entiers et poursuivre le démantèlement des Etats nations ou multinationaux. C'est le cas des prétendues « *révolutions à fleurs* » en Ukraine, en Georgie, en ex-Yougoslavie, etc.

Même s'il est clair que quand les impérialistes et les bourgeois nationaux compradores sont électoralement mis en échec par la volonté populaire au profit des forces objectivement anti-impérialistes, alors l'impérialisme n'hésite pas à revenir à sa vieille tradition des coups d'état comme celui qui a échoué au Venezuela contre Chavez ou celui réalisé au Togo par Eyadéma fils.

La leçon à retenir de tout cela est que les élections sont et peuvent être un moyen pour les révolutionnaires tout comme pour les impérialistes et leurs alliés bourgeois compradores pour atteindre chacun leurs objectifs contradictoires. Les enjeux électoraux actuels dans lesquels les révolutionnaires, les patriotes démocrates sont parties prenantes mettent en exergue les deux processus contradictoires qu'engendre la reprise de la mondialisation capitaliste : unification au centre et

soumission/implosion à la périphérie du système impérialiste. D'où l'importance majeure que prend la question nationale, non seulement sous la forme de la lutte pour l'indépendance nationale, mais aussi sous la forme de la défense en tant que telle de l'Etat nation ou multinational dans le respect des principes du droit des nations, des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'union libre des peuples libres.



La résistance des peuples prend aussi la forme de victoires politiques et

militaires en plus des victoires électorales. C'est le cas récemment au Liban et de plus en plus en Irak. La barbare provocation/piège d'Israël dont l'un des buts étaient d'entraîner la Syrie et l'Iran dans la guerre a échoué. L'assassinat de P. Gemayel est sans doute un prolongement du stratagème sioniste, qui a défaut de la guerre avec la Syrie, cherche à provoquer une guerre civile au Liban. Israël échoue aussi à pousser les palestiniens à la guerre civile au sein même de la résistance héroïque du peuple palestinien. Il en est de même en Irak où les USA pratiquent les mêmes politiques en organisant des attentats contre les civils dans le but de dresser les irakiens les uns contre les autres sur des bases confessionnelles et nationales. La défaite électorale récente de Bush est ainsi à mettre au compte des victoires militaires et politiques de la résistance en Irak et en Afghanistan. La possession

unilatérale et exclusive de la bombe atomique que veulent imposer les impérialistes comme moyen de chantage pour soumettre les pays, les Etats et les peuples vient d'être battue en brèche par la Corée du nord.

Ajoutons à tout cela, l'important sommet de la Havane des pays non alignés et le rôle décisif d'avant-garde qu'y jouent Cuba avec Fidel Castro, le PCC et Hugo Chavez.

Au centre même du capitalisme dominant, il faut mettre au compte des luttes sociales et politiques victorieuses le recul imposé par la jeunesse au gouvernement de droite sur le projet anti-social du CPE, la résistance extraordinaire des sans papiers toujours en lutte continue depuis 10 ans, l'émergence du mouvement des hispaniques aux USA, le formidable mouvement gréviste de novembre/décembre 95 piloté par les cheminots, la lutte exemplaire des travailleurs des Forges de Clabecq en Belgique, celle des marins de Marseille et de la Corse, etc.

Il est possible et nécessaire que les luttes de classes se fraient un chemin en France à l'occasion des élections de 2007

La crise du capitalisme et le consensus libéral à droite et à « gauche » en disent long sur les rapports ataviques presque symétriques et de compagnonnage entre social-démocratie, réformisme, populisme, démagogie pou-

jadiste, national-social-fascisme. Les partis politiques représentants de la dictature de classe du capital qu'ils soient de droite, de « gauche » ou d'extrême-droite n'ont plus rien à offrir aux citoyens électeurs que le libéralisme.

A l'heure où l'aventurier Dieudonné s'enlise honteusement dans le même borborygme de la respectabilité mutuelle avec Le Pen, à l'heure où le Ku-Klux-Klanman Georges Frêche appelle de ses vœux l'élection de Sarkolène, à l'heure où le petit nabot Fachozy/Sarkozy aguiche par son "franc-parler" jusqu'à certains maires du PCF et socialistes des cités populaires, à l'heure où la police répressive du capital et du patronat vote et choisit aussi le bipartisme (police de « gauche » pro-ségoliste, police de droite pro-sarkozyste), à ces heures tragiques d'irrésistible Grande Union Sacrée (à l'allemande) contre les pauvres (7 millions d'après la télé), les précaires, les exclus, les sans papiers, etc., **un candidat unique pour une grande coalition populaire du camp du NON à la constitution européenne peut bousculer, briser cette « imposture démocratique » de l'air du temps et renouer avec les lendemains qui chantent du Front Populaire et de la Libération, et... ouvrir une brèche pour quelque chose de neuf, premier pas vers la perspective qui est la nôtre : la révolution socialiste !**

Déclaration générale du Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France (CNU) adoptée à son assemblée constitutive



Réunies le 28 octobre 2006 à Paris, les organisations suivantes ont décidé la création d'un Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France: l'Association Karl Marx (AKMARX), le Cercle Communiste d'Alsace (CCA), le Collectif Militant Communiste (CMC), Communistes en Lutte (CeL), la Coordination Communiste du Nord/Pas-de-calais, les Jeunes Communistes Marxistes-Léninistes d'Albi (JCMLA), l'Union des Révolutionnaires Communistes de France (URCF).

Cette décision est la réponse à plusieurs constats :
1) Le capitalisme prouve chaque jour son incapacité à satisfaire les besoins matériels, sociaux et culturels des travailleurs. Ses intérêts impérialistes conduisent à une politique de guerre, d'oppression et de pillage des ressources des pays qu'il domine. 2) Il n'existe pas aujourd'hui en France un Parti Communiste authentique porteur de la seule alternative réelle au capitalisme : la lutte de classe, la révolution et le socialisme. Cette absence laisse le champ libre à l'opportunisme, l'anarcho-syndicalisme et le trotskisme. 3) Il existe pour des raisons historiques et politiques objectives et subjectives un certain nombre d'organisations qui se réclament des principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Cet éparpillement des forces communistes marxistes-léninistes est l'une des causes des difficultés de ce mouvement à constituer un pôle révolutionnaire visible et crédible pour la classe ouvrière et les autres couches de notre peuple qui ont besoin, pour trouver une perspective à leurs luttes, d'une alternative révolutionnaire anticapitaliste démarquée de toutes les variantes du réformisme social-démocrate. L'expérience de la campagne pour la victoire du NON au référendum pour le TCE, et en particulier le succès mobilisateur du meeting du 5 mai 2005 à Paris à l'initiative du CMC, de la CC 59/62, du PCOF, du PRCF et de l'URCF a montré que

l'unité d'action nécessitée par la lutte politique commune pouvait être réalisée en dépit des divergences existant par ailleurs. La solution des divergences est entravée par l'inexistence d'un cadre permettant de les examiner, d'en évaluer les aspects idéologiques et politiques, et, en conséquence, d'avancer dans la voie de leur traitement théorique et pratique. Le CNU s'est donc constitué comme une réponse à ces constats. Sans remettre en cause l'indépendance des organisations qui le composent, mais en se donnant les moyens de surmonter leur dispersion actuelle, le Comité National Unitaire se donne les fonctions suivantes : 1) Organiser les initiatives politiques correspondant aux combats politiques actuels, nationaux ou internationaux, sur lesquelles les organisations qui adhèrent au CNU peuvent se mettre d'accord. 2) Organiser sur la base du matérialisme historique, c'est-à-dire de l'application de la théorie scientifique marxiste-léniniste appliquée à l'analyse concrète de la situation concrète, l'examen des convergences et des divergences politiques et idéologiques qui existent. **En progressant vers ces objectifs, pas à pas, sans volontarisme, mais avec détermination, le CNU veut contribuer à la réalisation des conditions objectives et subjectives nécessaires à l'existence en France d'un seul Parti Communiste Révolutionnaire Marxiste-Léniniste.** En

fonction de cet objectif, le CNU travaillera en direction des organisations communistes qui ne l'ont pas encore rejoint pour rechercher avec elles l'unité d'action, et pour faire en sorte que toutes les organisations communistes marxistes-léninistes de ce pays avancent dans la voie progressive de

leur unification. Il appelle toutes les organisations communistes marxistes-léninistes à rejoindre ses objectifs et à participer à ses activités.

Déclarations du CNU consultables sur notre site Internet

Dissolution de l'Union des Jeunes Communistes en République Tchèque ! Non à la chasse aux sorcières européenne !

NON



**au
maccarthysme
Européen!**

Le 12 octobre, le gouvernement de la République Tchèque a officiellement dissout l'Union des Jeunes Communistes (KSM) au prétexte que celle-ci revendique « *la propriété collective des moyens de production* ».

C'est la première fois qu'au sein de cette Union Européenne soi-disant « démocratique » une organisation politique progressiste, une organisation de jeunes est ainsi attaquée. Tous ceux qui ont à cœur la défense de la justice sociale, la défense de la démocratie réelle, contre

l'arbitraire se doivent de protester.

Cette attaque est la conséquence de la remontée en puissance du Parti Communiste au sein des jeunes ouvriers tchèques, une remontée jugée sans doute plus « dangereuse » par la bourgeoisie que les protestations des générations plus anciennes.

AMERIQUE LATINE : LA MONTEE DES RESISTANCES

samedi 13 janvier 2007

Maison de l'Education Permanente
Place Georges Lyon à LILLE
à partir de 14 heures

Conférence-Débat :

avec Vanessa Stojilkovic (auteur du film *Bruxelles-Caracas*) et des représentants des ambassades de Cuba, du Venezuela et de Bolivie,
organisée par la Coordination Communiste et le Pôle de Renaissance Communiste en France - 59



Pour le pouvoir, la répression est sa dernière flèche : celle des fausses alternances – présentant les sociaux-démocrates comme le seul parti « progressiste » capable de résoudre la crise sociale - a fait son temps. Le masque social-démocrate est tombé du visage de cette bourgeoisie pillarde, corrompue et exploiteuse.

Au moment de l'effondrement du bloc socialiste est-européen en 1989/1990, beaucoup d'observateurs occidentaux, les yeux embrumés par l'anticommunisme, s'attendaient à ce que les peuples soi-disant « victimes » du socialisme crient vengeance. Il n'en fut rien. Dès lors, une armada de plumitifs prit le relais pour « juger le communisme » et réécrire l'histoire : le « *Livre noir du communisme* » piloté par Stéphane Courtois en est l'exemple le plus abouti. Il a eu sa suite, plus récemment, à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe avec la résolution sur la « *condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires* » votée le 25 janvier 2006. Les maccarthysmes poursuivent aujourd'hui leurs efforts, en Albanie, dans les pays Baltes, en Tchéquie, exprimant la peur de la bourgeoisie devant cette « nostalgie » des peuples.

C'est que les peuples des ex-pays socialistes ne sont pas amnésiques, au contraire. L'époque où le chômage de masse n'existait pas, l'époque socialiste, n'a pas été oubliée. Elle redevient populaire dans les jeunes générations, devant la sauvagerie des reculs sociaux causés par la restauration du capitalisme.

L'interdiction du KSM, qui jouissait d'un soutien populaire grandissant, marque une étape supplémentaire dans la montée du totalitarisme dans les pays de l'Union Européenne. Cette coalition d'Etats capitalistes se donne déjà des airs de grande puissance et entend s'armer d'instruments répressifs à la hauteur de ses ambitions, pour briser les résistances internes et rivaliser sans entrave à l'hégémonie américaine en perte de vitesse.

Pendant qu'on réhabilite les anciens nazis en Lettonie, pendant qu'on vante les « *effets positifs de la présence française outre-mer* » dans notre pays, pendant que l'extrême droite monte en puissance dans l'Est de l'Allemagne, en Flandre belge, en France, l'Union Européenne cherche à désarmer politiquement les masses populaires, à criminaliser leur soif de justice sociale, à leur ôter les droits démocratiques grâce auxquels une résistance organisée contre la destruction des acquis sociaux, les privatisations et l'appauvrissement généralisé peut se construire.

Nous appelons tous les progressistes à manifester leur soutien aux camarades du KSM, à résister, à s'organiser contre cette offensive anti-démocratique de l'Union Européenne. Non au maccarthysme européen !

Elections en Amérique Latine :

Il faut plusieurs Chavez contre Bush !

L'élection fin novembre de Rafael Correa avec 68% des suffrages aux présidentielles équatoriennes montre, s'il en était encore besoin, la puissance du mouvement anti-impérialiste et anti-capitaliste dans cette région du monde. La bourgeoisie occidentale ne peut se contenter de minimiser de tels événements dans l'information. Ses prétentions « démocratiques » (qui lui permettent d'accuser ses ennemis « totalitaires ») l'obligent à raffiner sa propagande...

Nos médias traitent l'évolution politique de l'Amérique Latine en s'adaptant à toutes les « sensibilités » : pour la droite et la gauche caviar, la presse dénonce le danger « populiste » (voire « national-populiste », pour ne pas dire « national-socialiste »!) d'un Chavez ou d'un Morales, et met l'accent sur leur « antagonisme » vis-à-vis des gouvernements sociaux-démocrates brésilien, chilien, argentin. Ces derniers sont présentés comme la seule perspective viable du sous-continent, en liaison avec l'UE et contre les USA ! Pour « l'extrême gauche », la presse « alternative » minimise les conquêtes sociales, les objectifs politiques de mouvements qui n'auraient de révolutionnaire que le nom...

Ainsi par exemple, la nationalisation du gaz en Bolivie est présentée pour les uns comme une déclaration de guerre économique contre le Brésil et l'Argentine (qui profitent de ce gaz au même titre que l'UE et les USA) : l'objectif est d'aviver les dissensions entre pays « radicaux » et pays « modérés ». Elle est présentée pour les autres, comme une réforme timide, qui là encore n'aurait d'une nationalisation que le nom³.

Cette double attaque, typique de la propagande bourgeoise, montre à elle seule le danger réel que représente le processus révolutionnaire et anti-impérialiste sud-américain pour la chaîne impérialiste. Ce processus se développe, comme tout processus révolutionnaire, en rencontrant nécessairement deux obstacles contradictoires.

Premier obstacle : Les forces impérialistes (les USA essentiellement), en liaison avec une partie des bourgeoisies nationales aux intérêts convergents, tentent par tous les moyens de renverser les régimes ennemis (tentative de putsch en 2002, lock-out patronal en 2003 au Venezuela, menaces d'assassinat multiples contre Chavez, et tout récemment contre Morales), mais aussi d'empêcher leur arrivée au pouvoir en truquant les élections. La fraude fut incontestable aux dernières



élections présidentielles mexicaines⁴, ce qui ne remît pas en cause la « légitimité internationale » du président laquais Calderón. L'événement provoqua dans le peuple une telle colère, assiégeant les places de Mexico des semaines durant, que malgré une très dure répression, le mou-

vement se prolonge aujourd'hui en une véritable « Commune », pour la démission du gouverneur sanguinaire Ortiz, dans la ville d'Oaxaca, toujours assiégée par l'armée et la police.

Deuxième obstacle : L'activité sectaire de groupes trotskistes, de guérillas maoïstes ou « zapatistes » (Sentier Lumineux au Pérou, EZLN du Chiapas au Mexique) tente d'affaiblir le soutien populaire à d'éventuels futurs alliés objectifs de Castro, Chavez et Morales. Ce fut le cas au Mexique, dans une moindre mesure et sans succès réel. Ce fut aussi le cas au Pérou où la guérilla du Sentier Lumineux tient une large responsabilité dans le morcellement des forces progressistes et la défaite électorale d'Ollanta Humala, pourtant arrivé en tête au premier tour, au printemps dernier. La tactique du Front Uni, familière aux communistes, fait ici souvent cruellement défaut, à la grande satisfaction de l'ennemi commun, les USA.

Après des années de misère, de spoliations, de désespoir et d'atomisation des luttes, les années 2000 inaugurent en Amérique Latine un temps de luttes sociales et de victoires politiques. Comme c'est le cas depuis fort longtemps à Cuba Socialiste, des pouvoirs anti-impérialistes comme ceux du Venezuela et de Bolivie, sont confrontés aujourd'hui à des attaques inévitables et de plus en plus violentes. Ceci entraîne deux conséquences intimement liées.

Première conséquence : Ce danger permanent ne souligne pas seulement la nature meurtrière et prédatrice de l'impérialisme, qui prétendra toujours agir « au nom de la Démocratie », mais sera toujours prêt à tout pour écraser les peuples en lutte. Il met aussi en évidence aux yeux des plus conscients la nécessité historique d'une dictature du prolétariat préparée, déterminée, organisée, pour en venir à bout.

³ Il s'agit d'une nationalisation à caractère politique : Morales n'a pas nationalisé les entreprises étrangères – le rapport de force existant ne le permet pas encore – mais les profits extraits de leur exploitation. Le sous-sol bolivien est nationalisé au sens où 80% de la rente des hydrocarbures « retourne à la Nation » contre 20% auparavant. Cela représente une manne financière considérable.

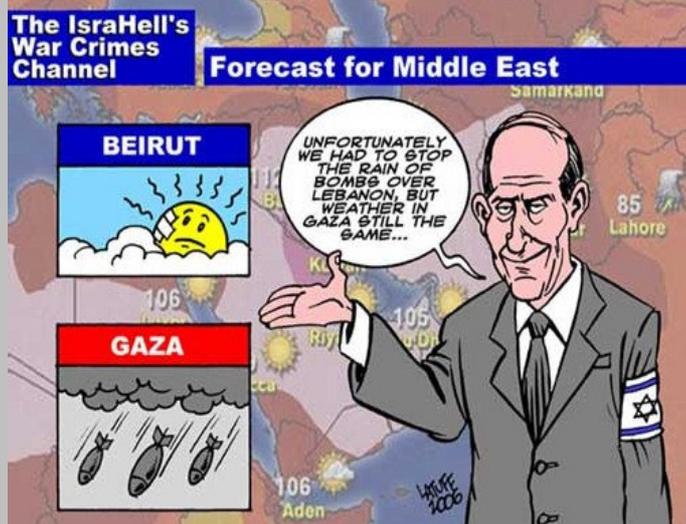
⁴ 904 000 voix n'ont pas été comptées dans cette élection censée avoir été gagnée avec une majorité d'à peine 243 000 voix sur 41 millions de votants. Un grand nombre de gens ont constaté que leur nom n'était pas sur les listes électorales. 119 000 bulletins de vote ont disparu. Dans 3500 bureaux de vote, le nombre de suffrages dépassait de 58 000 le nombre d'électeurs inscrits sur les listes. Sur un échantillon de 4 000 autres bureaux de vote, 61 000 bulletins remis aux fonctionnaires électoraux ont disparu. Certains journaux mexicains ont publié des photos d'urnes jetées aux ordures.

QUI MASSACRE QUI ? DEUX POIDS, DEUX INFOS!

Début novembre, l'armée israélienne a massacré à Beït Hanoun (Bande de Gaza) 19 civils palestiniens innocents dont une majorité de femmes et d'enfants. Si les médias d'ici, à la botte de Tel Aviv, ont rapporté ce crime de guerre, il n'en reste pas moins que la plupart du temps, ils minimisent le nombre des victimes palestiniennes mais montent en épingle toute perte civile côté israélien.

Toute mort d'homme doit être sévèrement condamnée, mais il ne saurait être question de placer les agresseurs sionistes au même rang que les victimes palestiniennes.

Aucun média n'a rapporté l'augmentation constante du nombre de victimes palestiniennes depuis l'élection du Hamas. Une politique de punition collective que Tel Aviv pratique ouvertement, avec le silence complice de la communauté internationale, dont l'Union Européenne (Parlement inclus).



Cartoon Carlos Latuff (Brésil) : Chaîne des crimes de guerre Isra-« Hell » (enfer) : « Malheureusement nous avons du arrêter la pluie de bombes sur le Liban, mais le temps sur Gaza reste le même » dit Ehud Omert...

Liberté pour la prisonnière politique Nathalie Ménigon!

Nathalie Ménigon est gravement malade après 20 années de brimades, d'isolement, et de conditions de détention abominables pendant 12 années, elle souffre de sévères séquelles qui mettent sa vie en danger.

Nathalie Ménigon est libérable depuis 2 ans avec la fin de sa peine de sûreté. Un troisième accident vasculaire cérébral lui serait fatal. Pourtant la justice spéciale, aux ordres du Ministre Clément, un des rares députés à avoir voté contre l'abolition de la peine de mort, a encore rendu un verdict inhumain. Le Tribunal de Paris en charge du dossier de Nathalie Ménigon vient de dire qu'elle ne serait pas libérée.

Nathalie est la victime intolérable d'une justice de classe revancharde. La bourgeoisie étale ainsi au grand jour sa

Deuxième conséquence : Dans l'étape objective actuelle, qu'il faut avant tout consolider, le Front Uni reste une tactique incontournable (la chute d'Allende a-t-elle affermi la lutte révolutionnaire au Chili sous Pinochet ?).

Front Uni au plan national, contre les anciennes forces politiques corrompues : c'est le sens de la volonté d'Hugo Chavez de constitutionnaliser par référendum la possibilité de reconduire le mandat présidentiel, pour en finir avec les fausses alternances de la coalition en faillite droite-socialistes (AD-COPEI). C'est aussi le sens de la lutte politique d'Evo Morales contre les gouverneurs ennemis encore au pouvoir dans les régions industrielles de Bolivie, qui font systématiquement barrage à ses réformes. La force de Morales reste le puissant soutien de son peuple, prêt à se soulever s'il le faut!

Front Uni sur le plan international autant que possible avec les alliés sociaux-démocrates brésilien, argentin, uruguayen ... C'est en ce sens que la Coordination Communiste se félicite de l'élection récente de Rafael Correa en Equateur, celle de Lula au Brésil, celle de Chavez au Venezuela, celle de Daniel Ortega au Nicaragua, et le développement des luttes héroïques du peuple mexicain pour la reconnaissance du candidat majoritaire Lopez Obrador.

Nathalie Ménigon, cofondatrice de l'organisation clandestine communiste révolutionnaire « Action Directe » en 1978, fut condamnée en 1987 à la réclusion criminelle à perpétuité pour activité terroriste, suite à sa participation dans l'assassinat de Georges Besse, patron de Renault, et de René Audran, haut fonctionnaire au Ministère de la Défense.

haine barbare de classe contre cette militante qui s'est opposée à sa manière à la dictature de classe du capital.

L'acharnement répressif punitif est un défi que les descendants de la Commune, de la Résistance antifasciste et anticolonialiste, de la France de la révolte et du combat doivent absolument relever. La France, en cette période de contre-révolution, est tombée bien bas en quelques dizaines d'années de servilité réformiste et d'accompagnement destructeur.

Cette décision de maintien en détention de Nathalie Ménigon ne respecte même pas la loi dite Kouchner de mars 2002 qui a réformé le code de procédure pénal en permettant une suspension de peine "pour les condamnés dont il est établi qu'ils sont atteints d'une pathologie engageant le pronostic vital ou que leur état de santé est durablement incompatible avec le maintien en détention". Or cette loi a servi tout de suite pour libérer Papon, criminel de guerre, fidèle serviteur des hauts intérêts du capital français et international. Tandis que Nathalie Ménigon, partiellement hémiplégique, qui a fait deux accidents vasculaires, reste en prison. Papon coule actuellement des jours heureux en touchant chaque trimestre le minimum vieillesse, après avoir légué sa grande fortune à ses enfants. Notons que ce cynisme du deux poids deux mesures est devenu chose courante aujourd'hui. En effet, on retrouve cela dans les

procès iniques de la prétendue « communauté internationale » contre Milosevic, lequel a été manifestement assassiné et contre Saddam Hussein.

La bourgeoisie n'a cessé et ne cesse de propager les pires calomnies contre la dictature du prolétariat et l'expérience de la première édification réussie durant 70 ans du « socialisme réel » en URSS en disant que c'était un « système dans lequel l'arbitraire, l'inhumanité, l'injustice étaient la règle absolue du totalitarisme ». En fait, le cas de Nathalie montre la nature intrinsèquement totalitaire de la dictature revancharde de classe du capitalisme et de l'impérialisme. Le capital, la bourgeoisie, a ses prisonniers politiques.

Plus que jamais, les démocrates, les communistes, les citoyens qui pensent que la « vengeance, c'est pas la justice » doivent constituer un large front pour la libération des prisonniers politiques, pour la libération de Nathalie

Grève dans l'automobile dans le Nord-Pas-de-Calais

Quand la classe ouvrière se met en ordre de bataille, le capital recule !

La production des automobiles Renault et Peugeot des usines Besse (Douai) et Sevelnord (Hordain) a été touchée par la grève des 450 salariés de l'équipementier automobile Cadence Innovation à Noeux les Mines, qui refusent que leur outil de travail soit délocalisé et que leurs emplois soient supprimés. Des milliers d'automobiles sont sur les parkings en attente de pannes.

Sous le mot d'ordre « aucun licenciement », le collectif automobile régional CGT – facteur décisif dans le déclenchement de la lutte - a vite réagi. La grève avec occupation d'usine de Cadence Innovation est aussi le résultat de la solidarité de classe des travailleurs de la filière dans la région. Avec des résultats, qui prouvent que c'est bien dans la lutte organisée de la classe ouvrière que se trouve la solution au chômage et à la précarisation de masse : plutôt que de délocaliser, objectif initial, le capital est obligé de prendre la décision de maintenir cette production ici, même si c'est pour une période, en obligeant Faurécia, autre équipementier de la région qui produit aussi des pannes, à reprendre Cadence Innovation.

Dans son prochain numéro, Chantiers reviendra sur le cinquantenaire des événements de Budapest (1956), préhistoire des « révolutions oranges »...

ABONNEZ-VOUS ! ABONNEZ VOS AMIS !

Abonnement 10 euros (6 numéros)

Chèque à l'ordre de la Coordination Communiste

BP 51, 59007 LILLE CEDEX
coordcommuniste@numericable.fr



IPNS

Ménigon. Chaque 4ème samedi du mois se tient un rassemblement devant la prison de Bapaume (Pas-de-Calais), à l'appel du Comité "Libérez-les!" - Comité de soutien aux prisonniers-es et réfugiés-es politiques.



ERRATUM

Dans le n°12 de Chantiers, nous présentions 2 livres:

- Kurt Gossweiler "Hitler, l'irrésistible ascension ?"

- Jacques Pauwels "Le mythe de la bonne guerre"

Nous avons cependant malencontreusement commis une erreur dans le nom de l'éditeur. Il s'agit des Editions **ADEN**, à qui nous présentons nos excuses pour cette confusion.



QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des militant-es agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anti-colonialiste, associatif,...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et oeuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois)... en consultant notre site :

<http://coordin.communiste.free.fr>